JEAN ELLEINSTEIN

Réflexions sur le marxisme, la démocratie et l'alternance

Le problème de l'alternance ne peut être étudié seulement en lui-même. En réalité, il est très étroitement lié aux structures politiques d'un pays, par conséquent à la conception de la démocratie politique et de la liberté qui est la sienne et à sa pratique.

Encore faut-il bien se mettre d'accord sur la véritable signification de l'alternance au pouvoir.

Prenons, par exemple, la conception de l'alternance exposée par M. le Président de la République dans *Démocratie française.*

Il distingue, en effet, deux types d'alternance : « La vie démocratique est certes un débat et une compétition autour du choix des équipes et des politiques. Mais ce débat et cette compétition autour du choix des équipes et des politiques peuvent laisser intact un accord fondamental sur les principes d'organisation de la vie sociale ou se présenter au contraire comme le heurt entre deux conceptions opposées de la société » (p. 154).

Et Valéry Giscard d'Estaing de donner l'exemple des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne fédérale et de l'Europe du Nord, où les divergences entre les partis politiques « se situent à l'intérieur de cette conception, chacune des deux équipes reconnaît à l'autre l'aptitude de maintenir l'essentiel ».

D'où la conclusion qu'il tire : « L'alternance est le propre des sociétés démocratiques avancées dont l'organisation pluraliste n'est remise en cause par aucune des principales tendances qui les composent. Elle est le mode de régulation politique des sociétés paisibles. »

Appelons les choses par leur nom. *Il s'agit bien d'une doctrine de l'alternance limitée.*

M. le Président de la République le reconnaît : « En confiant

alternativement la conduite de leurs affaires à deux équipes opposées mais partageant la même philosophie de hase, ces pays concilient les nécessités de la continuité et celles du changement. »

Une alternance plus ouverte déboucherait, selon Valéry Giscard d'Estaing, sur des bouleversements chaotiques, annoncés comme des drames et ressentis comme des révolutions : « Nous aurions affaire à une guerre de religion à peine tempérée par la cohabitation. »

On peut donc concevoir un remplacement d'équipes à l'intérieur d'un même système, mais non un changement fondamental de politique et de société.

Il est intéressant de réfléchir aux raisons avancées par Valéry Giscard d'Estaing pour expliquer cette situation. Elles tiennent, selon lui, pour une large part à « notre tempérament et notre histoire » car notre vie politique a toujours été exaltée par la passion méditerranéenne et l'absolutisme latin ». C'est une explication mais qui manque un peu de rigueur. Doit-on remonter à Sylla, à Marius et à Pompée pour comprendre la France contemporaine ? En fait, la raison fondamentale réside dans le fait qu'il existe en France un Parti communiste puissant et dont le rôle, dans la société française, est considérable depuis plusieurs dizaines d'années. Or ce parti n'entend pas se contenter d'un simple changement d'équipe mais transformer les rapports économiques et les rapports sociaux.

Qui plus est, depuis 1972, il a conclu avec d'autres partis de gauche, le Parti socialiste et le Mouvement des Radicaux de gauche, un programme commun de gouvernement qui prévoit précisément des transformations substantielles de l'économie et de la société françaises. L'alternance au pouvoir ne se réalise effectivement plus entre des équipes ayant en commun « une même conception de l'organisation sociale », comme dans le cas idyllique de l'Allemagne fédérale, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de l'Europe du Nord. C'est reconnaître également le fait que dans tous ces pays, où les Partis socialistes (ou sociaux-démocrates ou travaillistes) sont puissants — à l'exception des Etats-Unis — ils gèrent la société capitaliste, ce qui ne serait pas le cas en France, dès lors que la gauche l'emporterait électoralement et qu'elle appliquerait loyalement, parvenue au pouvoir, le programme commun de gouvernement.

Cette doctrine de l'alternance limitée correspond, toute proportion gardée, à la façon dont les choses se sont passées dans certains pays socialistes européens. On pense au cas polonais où, après les événements de Gdansk et de Suzin en 1970, l'équipe Gomulka, discréditée par sa gestion économique, les grèves et la répression sanglante, fut remplacée par l'équipe Gierek.

Nous avions, en effet, « deux équipes opposées partageant la même philosophie de base ».

J'entends bien que les mécanismes politiques ne sont pas du tout semhlables dans les cas occidentaux et dans le cas polonais. Là, les élections se déroulent sur la base d'un système politique pluraliste, où le suffrage universel ne subit aucune entrave et où, pour l'essentiel, les libertés publiques sont assurées ; ici, en Pologne, ce n'est pas le cas. Ce ne furent donc pas les élections qui permirent l'alternance au pouvoir mais celle-ci provint d'un rapport de forces à l'intérieur du Parti ouvrier polonais en fonction des rapports entre l'opinion publique et le parti. Mais, quels que soient les mécanismes politiques utilisés pour l'alternance au pouvoir, nous arrivons au même résultat, c'est-à-dire à une alternance limitée.

On pourrait dire également, et c'est clairement exprimé dans l'ouvrage de M. le Président de la République, qu'il n'y a d'alternance possible sur le plan politique que s'il n'y en a point sur le plan social. Changer la société c'est transgresser les règles non écrites sur lesquelles repose l'organisation sociale. L'alternance sera limitée ou elle ne sera pas, ce qui est supposer au demeurant que les classes sociales écartées du pouvoir n'accepteront pas les règles démocratiques sur lesquelles repose l'organisation politique.

Il est évidemment important d'étudier l'évolution de la doctrine du Parti communiste français sur les problèmes de l'alternance. Elle est, en fait, très liée à sa réflexion sur les rapports entre le socialisme et la démocratie. On doit, pour saisir toutes les données du problème, faire référence aux Etats socialistes existants.

Pour des raisons historiques, liées à la situation de ces pays avant la révolution socialiste et aux conditions dans lesquelles celle-ci a triomphé, nous avons, en règle générale, un parti unique (ou un parti dominant), qui est par là même un parti-Etat.

Les modalités institutionnelles sont variables selon les pays mais quant au fond, c'est de cela qu'il s'agit, il serait contraire à la vérité historique de prétendre que ces formes politiques sont dues nécessairement aux exigences d'une économie et d'une société socialistes.

En effet, si l'on observe de plus près ces différents pays, nous constatons qu'il s'agissait, au moment de la Révolution, de pays insuffisamment développés économiquement et culturellement, ou qui commençaient seulement à l'être, avec une société rurale archaïque au fort taux d'analphabétisme et une urbanisation médiocre, où il n'y avait ni structures, ni organisation, ni traditions démocratiques, où l'Etat jouait, dans la vie sociale, un rôle essentiel en raison de la médiocrité de la société civile.

La Révolution socialiste elle-même n'a pu triompher qu'au prix d'une attaque frontale contre le pouvoir ancien, de guerres civiles longues et sanglantes, ou à la suite d'une guerre étrangère. La Tchécoslovaquie constituerait une exception si l'influenee de l'Union soviétique, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, n'avait joué un rôle décisif dans l'évolution de ce pays et ne l'avait contraint à abandonner les institutions démoeratiques qu'elle avait possédées depuis sa création jusqu'aux aecords de Munich de 1938 et ses conséquences de 1939. L'influence soviétique fut tout aussi importante dans la naissance de la République démocratique allemande.

Le socialisme n'a été, jusqu'à présent, que le produit du sous-développement économique et culturel. Il n'a triomphé dans aucun des grands Etats d'Europe occidentale, ni aux Etats-Unis, ni au Japon, c'est-à-dire dans les pays industriels développés. Il ne s'est pas constitué à partir de structures démocratiques et avec des processus démocratiques nés de ces structures elles-mêmes.

Ces faits sont utilisés en France par les adversaires du socialisme pour justifier leur politique et pour démontrer qu'il y a antinomie entre socialisme et démocratie et adéquation entre capitalisme et liberté. Il faut pour cela ériger en loi historique ce qui n'est qu'une série de circonstances historiques et il est d'autant plus étrange que ces théories soient développées par des auteurs qui nient avec énergie l'existence des lois historiques elles-mêmes, toutes sans doute sauf celle-là précisément.

Il est vrai qu'il y a eu un glissement théorique de Marx à Lénine à propos duquel il est nécessaire de s'expliquer et qui a correspondu à un certain type d'expérience historique.

Marx a finalement peu développé sa théorie de l'Etat. Les indications qu'il a données sont très brèves et partielles. Elles se situent à des moments très différents de l'histoire de son temps. On peut évidemment mettre bout à bout toutes les citations de Marx et leur adjoindre celles d'Engels. C'est ainsi que se constituent les dogmes mais précisément la pensée de Marx ne constitue un dogme que dans la mesure où on le veut. Instrument de domination d'une classe sociale sur les autres classes sociales, l'Etat, en tant qu'il est le produit de la division sociale du travail, accomplit des fonctions sociales.

Marx et Engels élaborent un schéma prévoyant l'avenir des rapports entre l'Etat, la Révolution et le prolétariat.

Dans la période de transition du capitalisme au socialisme, « il ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat » (*Critique du programme de Gotha*, Edit. Soc., p. 44).

Par la révolution violente, l'Etat doit être brisé et, dès lors que le prolétariat s'érige en classe dirigeante, commence l'extinction (ou le dépérissement) de l'Etat.

Je résume ces quelques idées connues, d'autant plus que ce n'est pas de leur examen qu'il s'agit ici...

On me permettra quelques remarques cependant à ce sujet.

Il me semble que ni Marx ni Engels n'ont imaginé la *Gemeinwesen* (c'est-à-dire la communauté — nom donné par Engels au nouvel Etat) autrement que sous la forme d'une République démocratique dans laquelle le suffrage universel jouerait un rôle essentiel et où les libertés publiques seraient constituées.

Marx, dans *La guerre civile en France*, insiste sur le rôle du suffrage universel et Engels, dans sa *Critique du programme d'Erfurt* (lettre à Kautsky du 29 juin 1891, Edit. Soc., p. 103), écrivait : « Une chose absolument certaine, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat... »

Enfin, une dernière pièce peut être versée au dossier, c'est une glose marginale de Marx sur un texte de Bakounine, extrait de *L'Etat et l'anarchie* :

BAKOUNINE. — Qu'est-ce donc qu'un prolétariat organisé en classe dominante ?

MARX. — Cela veut dire que le prolétariat, au lieu de lutter séparément contre les classes économiquement privilégiées, a acquis suffisamment de force et une organisation suffisamment développée pour utiliser dans la lutte contre ces classes des moyens de contrainte d'ensemble ; mais il ne peut utiliser que des moyens économiques qui suppriment son propre caractère de salariat (1) ... (2).

On peut donc penser, faute d'indications plus précises, que « la dictature du prolétariat » ne s'identifiait pas, dans l'esprit de ses promoteurs, à des moyens dictatoriaux de gouvernement, sauf circonstances particulières telles que la guerre civile entre communards et versaillais.

Quant à Lénine, il commence par poser le problème de la révolution démocratique bourgeoise, c'est-à-dire celui de la fin du tsarisme et, en 1905, il est amené tout naturellement, à la faveur de la Révolution, à écrire qu'il « n'existe pas de chemin vers le socialisme hormis celui de la démocratie, de la liberté politique »... (*Œuvres*

(1) Salariat : mot en français dans le texte.

(2) Inédit en français (trad. de G. FERBER). Texte en allemand, *Marx-Engels*, Berlin, vol. XVIII, p. 634, notes de Marx de 1874-1875.

complètes, t. IX, p. 459) ; et il précisait quelque temps après dans le journal *Vperiod* du 14 juin 1906 (nº 17) que « la lutte du prolétariat pour la liberté politique est révolutionnaire car elle tend à la souveraineté absolue du peuple... » (*Œuvres complètes*, t. XI, p. 22).

Cependant, dès cette époque, Lénine explicitait sa position sur les problèmes de la dictature : « La notion scientifique de dictature ne signifie rien d'autre qu'un pouvoir sans aucune limitation, qu'aucune loi et absolument aucune règle ne viennent restreindre » (*Œuvres complètes*, t. X, p. 253).

Il prend cependant soin de préciser qu'il s'agit d'une « acceptation nouvelle » du mot dictature. « Les gens sont habitués à ne voir que le pouvoir policier et la dictature policière. Il leur semble étrange qu'il puisse exister un pouvoir sans aucune police, qu'il puisse y avoir une dictature qui ne soit pas policière. »

Ce souhait, Lénine le formulera à nouveau dans *L'Etat et la Révolution*, rédigé en août-septembre 1917. Il maintient ce point de vue : « Le peuple peut mater les exploiteurs même avec une machine très simple presque sans « machine », sans appareil spécial, par la simple organisation des masses armées (comme, dirons-nous par anticipation, les Soviets des députés ouvriers et soldats) » (*Œuvres complètes*, t. XXV, p. 501).

Quelques semaines après commençait la guerre civile et Lénine abandonne toute illusion et toute utopie. Cela se traduit par la rédaction de *La Révolution prolétarienne* et du *Renégat Kautsky*, en octobre-novembre 1918, et des thèses sur *La démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat*, adoptées par le Premier Congrès de l'Internationale communiste, en mars 1919.

Dans quelle perspective historique se situent ces textes ? La Russie est en pleine guerre civile et l'Europe en pleine révolution. Pour Lénine, la victoire est au prix de la dictature, d'une dictature fondée sur la force armée et où le suffrage universel et les libertés publiques n'existent que dans une faible mesure.

La Constitution soviétique de 1918 reconnaissait bien le suffrage universel mais elle en excluait des catégories importantes d'électeurs (membres des anciennes classes dirigeantes, aristocratie, bourgeoisie, popes de l'Eglise orthodoxe, etc.). Par un système électoral de vote à plusieurs degrés, une voix ouvrière devenait l'équivalent de 25 000 voix paysannes et le scrutin était public.

En réalité, le système politique soviétique ne comportait pas d'alternance réelle puisqu'il ne reposait pas sur le suffrage universel.

La dissolution de la Constituante, en janvier 1918, avait au demeurant montré, dès les débuts du nouveau régime, la volonté

des dirigeants de garder le pouvoir de toutes les façons. On peut naturellement s'interroger sur la crédibilité à accorder aux élections à la Constituante, compte tenu de la façon dont elles s'étaient déroulées dans une période de confusion, voire d'anarchie politique. Mais, ce qui compte, c'est la façon brutale dont les bolcheviks — environ 25 % des voix — vont s'en débarrasser, sans aucune négociation, sans essai de discussion ni de conciliation.

La pratique historique du pouvoir conduit donc Lénine à l'utilisation de procédés dictatoriaux. Il admet bien que la privation du droit de vote n'est pas une obligation absolue dans l'exercice de la dictature du prolétariat (VIIIe Congrès du Parti communiste-bolchevik de Russie, 19 mars 1919, *Œuvres complètes*, t. XXIX, p. 183) : « On peut très bien admettre que la dictature du prolétariat réprime la bourgeoisie à chaque pas sans la priver cependant des droits électoraux. »

La distinction entre démocratie prolétarienne et démocratie bourgeoise amène cependant Lénine à critiquer la « démocratie pure » ou la « démocratie en général » et à lui opposer « l'organisation soviétique de l'Etat ». Il s'agit d'associer « les organisations des masses laborieuses, constamment et nécessairement, à la gestion de l'Etat » (*Œuvres complètes*, t. XXVIII, p. 491).

L'insistance mise par Lénine dans les dernières années de sa vie à combattre le bureaucratisme, ce qui « n'est possible, note-t-il dès le VIIIe Congrès du Parti communiste-bolchevik de Russie, que si toute la population participe à la gestion du pays » (t. XXIX, p. 182), va de pair avec la conscience de la difficulté de l'entreprise en raison du « bas niveau culturel ». C'est la raison pour laquelle « les Soviets qui, d'après leur programme, sont des organes de gouvernement par les travailleurs, sont en réalité des organes de gouvernement pour les travailleurs, exercé par la couche avancée du prolétariat et non par les masses laborieuses » (*Œuvres complètes*, t. XXIX, p. 182). Il n'est donc, à nul moment, question de démocratie politique au sens où l'expérience occidentale l'avait construite à travers des siècles d'histoire.

La critique de l'utilisation par la bourgeoisie de la démocratie politique et des libertés ne manquait pas de vérité. C'est cette critique que reprendra, en la développant, plus tard Gramsci. Il a montré que l'Etat, dans les grands pays capitalistes, fonctionnait comme « une hégémonie bardée de coercition ».

L'alternance, en somme, n'était qu'une possibilité tout à fait théorique, puisqu'en réalité l'idéologie dominante — utilisant les différents appareils d'hégémonie, c'est-à-dire les canaux par lesquels l'idéologie se transmettait — imprégnait les consciences dans le

peuple jusqu'au point de faire accepter la domination du capital par ceux-là mêmes qui la subissaient.

Ce qui est le plus étonnant, c'est que, poussé par les nécessités du développement de la Révolution soviétique, Lénine en soit arrivé à sous-estimer l'utilité du suffrage universel, et des libertés publiques, pour le socialisme lui-même.

C'est ce qu'avait senti Rosa Luxemburg. On peut discuter du début de son analyse « le remède inventé par Lénine et Trotski, la suppression de démocratie est pire encore que le mal qu'il est censé guérir », mais non de sa conclusion. « Il obstrue en effet la source vive de laquelle seule peuvent surgir les corrections à toutes les insuffisances congénitales des institutions sociales : la vie politique active sans entraves énergiques des masses les plus étendues de la nation. La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres d'un parti fussent-ils aussi nombreux qu'on voudra, ce n'est pas la liberté. La liberté c'est voyons la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme pour la justice, mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et qu'elle perd son efficacité quand la liberté devient un privilège » (Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, trad. Bracke, p. 34 et 39).

Une étude plus longue et plus détaillée de l'histoire des révolutions socialistes et des Etats socialistes serait évidemment nécessaire pour tirer des conclusions approfondies de ces expériences. On peut cependant, sans attendre cette analyse trop longue pour être incluse dans cet article, remarquer que pour l'essentiel il s'est agi d'Etats où il n'existait pas de démocratie politique au moment du passage au socialisme. Celui-ci s'est donc effectué en dehors des mécanismes démocratiques. Les masses laborieuses ont pu être associées largement à la révolution comme à l'édification du socialisme mais le suffrage universel n'a pas été utilisé pour la raison très précise qu'il n'existait pas, soit qu'il n'avait jamais existé, soit que les circonstances l'eussent supprimé, comme c'était le cas en Allemagne orientale en raison de l'hitlérisme et de la guerre. La Tchécoslovaquie présente des caractéristiques quelque peu différentes mais les conditions du monde d'après-guerre et le rôle joué par l'Union soviétique dans cette partie de l'Europe expliquent pourquoi la Tchécoslovaquie, malgré une certaine tradition démocratique et un développement économique et culturel relativement important, se rattache en fait à la généralité des cas dont nous avons parlé plus haut.

Non seulement le suffrage universel n'a pas été utilisé pour le passage au socialisme mais, en fait et souvent même en droit, l'alter-

nance n'a pas été insérée dans le champ politique de ces régimes. C'est une réalité de l'histoire contemporaine qui a des causes multiples. Elles tiennent au fait que le socialisme est apparu jusqu'à présent dans des pays qui n'ont pas connu la révolution démocratique, dans des pays insuffisamment développés économiquement et culturellement.

J'entends bien que, pour certains adversaires du socialisme, celui-ci n'a de valeur que pour ce type de pays. Ils le réduisent finalement à une méthode valable pour sortir de ce sous-développement mais totalement incapable de résoudre les problèmes de nos sociétés industrielles. En outre, ils considèrent qu'il y a incompatibilité entre le pluralisme politique et la socialisation des grands moyens de production et d'échange.

Je reconnais que, sous cet angle, l'histoire, en déroulant son écheveau à l'envers depuis soixante ans, ne nous a pas facilité la tâche, car nombreux sont ceux qui, en toute bonne foi, parlent du passé pour arriver au présent sans tenir compte assez de l'histoire elle-même, car l'on ne peut comparer que des choses comparables. C'est donc un argument de propagande qu'utilise la majorité actuelle comme le montre *Démocratie française*.

Il me semble peu sérieux d'affirmer qu'une politique est impossible parce qu'elle n'a jamais existé. A ce compte-là, nous en serions au système politique existant à l'époque d'Adam et d'Eve...

Il nous reste, *the last but not the least*, à revenir sur ce qu'est l'évolution de la doctrine du Parti communiste français sur le problème de l'alternance.

Il me semble que le choix est très clair : ou bien l'on veut un système politique fondé sur la démocratie politique, c'est-à-dire sur le suffrage universel et toutes les libertés publiques — même si l'on ne limite pas la démocratie à ces formes traditionnelles — et alors on ne peut qu'être pour l'alternance totalement et sans restriction aucune, ou bien on accepte un système politique plus ou moins privatif de liberté, et alors on ne peut accepter l'alternance car celle-ci comporte pour le pouvoir en place un risque évident d'être obligé de céder la place.

Au terme d'une longue évolution, le Parti communiste français a tranché en faveur de la première de ces solutions.

Les décisions prises au XXIIe Congrès ont une valeur irréversible dans les conditions de la France contemporaine. Elles constituent un engagement solennel de sa part et marquent un tournant décisif dans son histoire, non pas qu'auparavant il ait choisi la deuxième solution, mais dans le sens où il a affirmé, d'une façon formelle,

la possibilité d'utiliser, de maintenir et d'élargir la démocratie politique dans le passage au socialisme et dans son édification.

L'abandon du concept de « dictature du prolétariat » s'inscrit dans cette perspective.

L'abandon de l'expression était nécessaire, étant donné le passé et, en particulier, en raison du phénomène stalinien. Elle était également nécessaire pour lever toute ambiguïté sur la possibilité de l'alternance et pour accorder sa place véritable à la démocratie politique et aux libertés publiques. L'abandon du concept se justifie pour cette dernière raison et tout autant pour des raisons sociologiques liées aux transformations de l'économie depuis un siècle et plus.

Ce qui compte chez Marx, ce n'est pas la lettre, mais l'esprit. Il faut donc renoncer définitivement à le sacraliser, de même qu'à sacraliser Engels et Lénine. Les uns et les autres écrivaient à partir de données déjà très anciennes — plus d'un siècle pour Marx et pour Engels, soixante ans pour Lénine —, c'est-à-dire à partir de situations historiques radicalement différentes des nôtres. Il y a autant de différences entre la France de 1977 et celle de 1877, ou bien entre la Russie de 1917 et la France d'aujourd'hui, qu'il y en avait entre la Grèce classique du ve siècle avant Jésus-Christ et l'Empire romain à l'époque des Antonins.

L'accélération de l'histoire n'est pas un vain mot..., c'est pourquoi, me semble-t-il, être marxiste aujourd'hui ne consiste pas à réciter des formules toutes faites et à les appliquer, telle une règle de trois, à toutes les situations, mais, bien au contraire, à étudier ces situations nouvelles sans préjugé ni *a priori*, dans l'esprit de Marx et avec sa méthode d'investigation de la réalité.

Pendant longtemps — et trop souvent encore — le marxisme a souffert des pesanteurs dogmatiques que les vents venus de l'Est ont fait souffler sur lui.

J'ai lu attentivement les critiques faites par un certain nombre de marxistes français et étrangers à l'abandon par le Parti communiste français de la dictature du prolétariat (3).

En dehors de l'argument purement dogmatique de la citation des textes, je n'y ai trouvé aucune analyse précise de la réalité française contemporaine, de son économie, de la société, de l'analyse des classes sociales, de l'idéologie, etc. D'où l'aspect très théologique des interventions, quasi métaphysique parce que les concepts sont détachés de leurs réalités historiques.

(3) Par exemple, Louis ALTHUSSER, Intervention à la vente du Livre marxiste (mai 1976), et Etienne BALIBAR, *La dictature du prolétariat*, Maspero, 1976, coll. « Théorie ».

Quand Etienne Balibar, par exemple, observe que « la discussion du Congrès (le XXIIe Congrès du Parti communiste français, J. E...) a eu lieu sans bases théoriques, donc inévitablement sans analyse scientifique concrète » (4), il montre une singulière façon de lier bases théoriques et analyse scientifique.

Il n'en est pas de même heureusement de travaux marxistes d'une haute portée d'analyse tels ceux contenus dans le livre collectif dirigé par N. Poulantzas, *La crise de l'Etat* (5), de même les interventions de Christine Buci-Glucksman dans le débat de *Dialectiques* ou bien encore son livre sur *Gramsci et l'Etat*, ou bien encore l'article de L. Gruppi sur « Le rapport démocratie-socialisme » (6).

Signalons tout particulièrement l'ouvrage collectif de Jean Fabre, François Hincker et Lucien Sève, *Les communistes et l'Etat* (7).

L'abondance de ces publications montre la richesse du débat et l'intérêt qu'il suscite très au-delà des marxistes eux-mêmes.

Parmi les problèmes posés par L. Gruppi, un théoricien communiste italien, nous trouvons celui de « la réversibilité du processus révolutionnaire », ce qui est une façon de parler de l'alternance.

Selon Gruppi, un « bloc de pouvoir » assurerait dans la transition du capitalisme au socialisme l'hégémonie. Il assurerait « la direction de l'Etat et de la société dans le cadre d'une démocratie pluraliste ». « Le bloc de pouvoir se présente comme très large, de la classe ouvrière jusqu'aux petites et moyennes entreprises en passant par tous les travailleurs et la petite et moyenne bourgeoisie urbaine et rurale » et Gruppi précise qu'il s'agit d'un bloc articulé, voire contradictoire mais uni autour de la classe ouvrière qui conserve son autonomie politique et sa fonction dirigeante.

Le problème de l'alternance se pose précisément dans la perspective historique de la transition vers le socialisme dans nos pays, l'Italie et la France qui présentent des caractères communs au-delà de spécificités réelles...

Par exemple, en France, il faut envisager cette transition sur la base de plusieurs programmes communs, c'est-à-dire pour plusieurs législatures. Cela implique que le peuple, dans sa majorité, adopte cette politique et la ratifie par ses votes et par sa participation aux différentes instances de la vie économique, sociale, politique et culturelle de notre pays.

(4) Etienne BALIBAR, Petits éléments pour un grand débat : l'Etat, *Dialectiques*, n° 17, p. 7.
(5) *La crise de l'Etat*, PUF, 1977.
(6) *Dialectiques*, n° 17, p. 35-50.
(7) Editions Sociales, 1977.

Le respect de la démocratie politique comporte un risque réel qu'il faut accepter comme tel, c'est que l'alternance joue en faveur des adversaires du socialisme, soit que les partisans du programme commun aient échoué dans l'application de leur politique, soit que ses adversaires aient réussi, grâce aux libertés publiques, à convaincre la majorité du peuple français qu'il fallait changer de politique.

Dès lors que le nouveau « bloc de pouvoir » respecte les règles de la démocratie politique et les fait respecter, l'alternance devient un élément fondamental de la période de transition.

Quels que soient les risques qu'elle fait courir au nouveau pouvoir, elle est infiniment préférable à la dictature. Elle nécessite naturellement que l'ancienne majorité devenue l'opposition accepte les règles du jeu comme l'actuelle opposition les a acceptées depuis des dizaines d'années, comme le Parti communiste français les a acceptées par exemple en mai 1947, quand il fut écarté du gouvernement.

Il reste que le problème de l'alternance ne peut être vu seulement du point de vue des règles du jeu constitutionnel. Elle doit être envisagée d'abord sous cet angle mais naturellement nous ne devons pas limiter là notre horizon politique.

Il y a, en quelque sorte, un aspect statique et un aspect dynamique, c'est-à-dire que la démocratie est une forme de la lutte de classes et la politique l'expression d'un rapport de forces où entrent de nombreux éléments qui ne sont pas seulement politiques, mais également économiques et sociaux.

Le XXIIe Congrès du Parti communiste français a tranché un débat historique sur le rôle de la démocratie politique dans la marche au socialisme et sur les formes politiques du socialisme français.

Il l'a fait en montrant l'unité dialectique de la démocratie, au sens où nous l'entendons dans notre pays, sur la base de notre expérience historique et des formes nouvelles de la démocratie, fondées sur la nécessité de réduire peu à peu la dichotomie entre gouvernants et gouvernés. L'Etat joue un rôle de plus en plus grand dans nos sociétés et tend peu à peu à recouvrir des sphères déterminantes de la société civile. Rien n'est plus essentiel pour notre société que de démocratiser l'Etat.

Loin d'être un obstacle à cet objectif, l'existence de la démocratie politique, le maintien et l'élargissement des libertés publiques traditionnelles, la possibilité d'une alternance réelle au pouvoir en place, et pas seulement un simple changement d'équipe, constituent un stimulant essentiel pour la naissance d'un socialisme démocratique.